



Nouvelles de  
**l'Aide** pour  
le **commerce**  
UNE INITIATIVE DU CIR

ÉDITION  
SPECIALÉ

# L'Aide pour le commerce et les PMA

## **L'Accord sur la facilitation des échanges dans les PMA:**

Mesures pour aller de l'avant

## **Diversification économique:**

Pourquoi le commerce  
est-il important?

## **Négociations sur les subventions à la pêche:**

Quels sont les enjeux pour les  
pays les moins avancés?

 CIR



Le commerce pour le développement des PMA

[trade4devnews.enhancedif.org/fr](https://trade4devnews.enhancedif.org/fr)



# Nouvelles de l'Aide pour le commerce

UNE INITIATIVE DU CIR

“ Des voix pour soutenir la promotion du commerce et du développement dans les pays les moins avancés (PMA) ”

[trade4devnews.enhancedif.org/fr/](https://trade4devnews.enhancedif.org/fr/)

Les Nouvelles de l'Aide pour le commerce permettent de partager des récits d'expériences du CIR sur le terrain dans 47 pays les moins avancés (PMA) et 4 pays récemment sortis de la catégorie des PMA, qui touchent à plusieurs thèmes et secteurs. Qu'il s'agisse d'éditoriaux, de récits, de vidéos ou de reportages photographiques, cette plate-forme est une fenêtre sur l'impact considérable du CIR.

Également conçue dans le souci des partenaires, la plate-forme Nouvelles de l'Aide pour le commerce se veut un centre de connaissances sur tout ce qui touche au commerce au service du développement et à l'Aide pour le commerce. Nous vous invitons à nous faire part de vos expériences pour que nous puissions les diffuser à notre tour auprès de nos lecteurs.

**Deanna Ramsay,**

*Responsable de publication*

[DeannaMichelle.Ramsay@wto.org](mailto:DeannaMichelle.Ramsay@wto.org)

**Violeta Gonzalez,**

*Cheffe chargée des partenariats, de la sensibilisation et de la mobilisation des ressources*

[Violeta.Gonzalez@wto.org](mailto:Violeta.Gonzalez@wto.org)



NOUVELLES



REPORTAGE PHOTO



ACTIVITÉS



QUESTIONS RÉPONSES



RECITS D'EXPÉRIENCES



VIDÉO



TRIBUNE LIBRE

# Trade4DevNews

## L'Aide pour le commerce et les PMA

Fabrice Lehmann, *Rédacteur invité*

## Contenu

<b>Mesures préliminaires en vue de la mise en œuvre de l'accord sur la facilitation des échanges dans les pays les moins avancés.</b> .....	<b>3</b>
<b>Importance du commerce pour la diversification économique</b> .....	<b>7</b>
<b>Négociations sur les subventions à la pêche: quels enjeux pour les pays les moins avancés?</b> .....	<b>12</b>
<b>Aide pour les décaissements commerciaux en faveur des PMA, 2017</b> .....	<b>16</b>



# Mesures préliminaires en vue de la mise en œuvre de l'accord sur la facilitation des échanges dans les pays les moins avancés

**Auteurs :** Annette Mutaawe Ssemuwemba, Fabrice Lehmann

- L'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges prévoit des dispositions novatrices sur le traitement spécial et différencié qui ne sont pas encore pleinement utilisées par les pays les moins avancés.
- La capacité de mener des consultations efficaces en faisant participer le secteur privé et la société civile est primordiale pour le processus de réforme des procédures à la frontière.
- Les pays les moins avancés tireraient profit de travaux d'analyse plus poussés sur le type d'assistance nécessaire pour se conformer aux dispositions de l'Accord sur la facilitation des échanges.

*Annette Mutaawe Ssemuwemba est Directrice exécutive adjointe du Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé*

*Fabrice Lehmann est rédacteur invité à Trade for Development News*

L'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) a fait naître de grandes espérances pour les pays les moins avancés (PMA) s'agissant des retombées en matière de développement. L'Accord, ratifié en février 2017, est le premier traité multilatéral adopté par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis sa création et a été conçu pour réduire les coûts de transaction et stimuler les échanges, aux fins de la croissance et de la lutte contre la pauvreté.

La facilitation des échanges est apparue comme une priorité importante, tant pour les pays en développement que pour les partenaires de développement. Depuis 2005, les engagements annuels des donateurs ont quintuplé et 3,9 milliards de dollars EU ont été décaissés à titre d'aide pour la facilitation des échanges.

L'engagement des PMA est-il tel que prévu par l'AFE?

## Mise en œuvre adaptée et situation actuelle

L'AFE vise principalement à modifier la façon dont fonctionnent les organismes présents aux frontières afin de diminuer les coûts du commerce. Des estimations récentes donnent à penser que la mise en œuvre intégrale de l'AFE pourrait faire baisser les coûts totaux de 16,5% pour les pays à faible revenu. Les mesures qui pourraient avoir l'impact le plus significatif portent notamment sur l'harmonisation et la simplification des documents commerciaux (4,2%) et l'automatisation des processus commerciaux et douaniers (3,6%).

Ces changements de coûts relatifs, même s'ils sont moins importants, peuvent être significatifs compte tenu de la vive concurrence qui

**SUITE :**

[trade4devnews.enhancedif.org/fr/global-review-2019](https://trade4devnews.enhancedif.org/fr/global-review-2019)

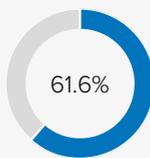
## Progrès des engagements pour la mise en œuvre de l'AFE

Source: Base de données AFE (consultée le 20 mai 2019)

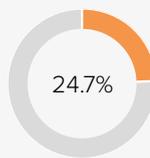
Pays développés Membres



Pays en développement Membres



PMA



caractérise aujourd'hui le commerce international, dont une grande partie prend la forme de chaînes de valeur mondiales auxquelles les PMA participent généralement peu.

L'AFE contient des dispositions novatrices sur le traitement spécial et différencié qui permettent aux pays en développement et aux PMA de planifier une mise en œuvre adaptée selon un calendrier de notification convenu. Ces Membres peuvent classer eux mêmes les 36 dispositions de fond dans 3 catégories – A, B et C – qui prévoient différents niveaux de flexibilité. L'AFE établit en outre l'obligation juridique de fournir une assistance technique et une aide au renforcement des capacités aux PMA en fonction de leurs besoins pour la mise en œuvre des engagements de la catégorie C. Pour en bénéficier, les PMA doivent respecter les obligations de notification définies dans l'Accord.

En mai 2019, le niveau d'engagement pouvait être qualifié de moyen. Le taux de mise en œuvre des engagements pour les PMA était de 24,7%. Sur les 36 PMA Membres de l'OMC, 12 devaient encore ratifier l'AFE, 22 avaient présenté des notifications concernant les 3 catégories, 11 avaient notifié leurs dates indicatives pour la mise en œuvre des dispositions désignées comme relevant de la catégorie B et 7 l'avaient fait pour la catégorie C. Toutefois, seuls trois PMA avaient indiqué le type de soutien nécessaire pour la mise en œuvre des dispositions désignées comme relevant de la catégorie C avant l'échéance de février 2019, bien qu'une assistance soit disponible pour les aider dans ce processus. Le faible taux de respect de ces obligations pourrait indiquer

que les PMA rencontrent des difficultés pour identifier leurs besoins en matière d'assistance.

### L'importance des consultations

Bien que de nombreux progrès aient été faits en matière de renforcement des capacités au cours des dix dernières années, la capacité des gouvernements des PMA d'élaborer et de présenter des propositions techniques relatives à la mise en œuvre des mesures de facilitation des échanges demeure généralement limitée.

Une limitation fréquente réside dans le manque de données fiables qui caractérise souvent les économies des PMA. Ce déficit d'information peut compliquer l'élaboration de réponses globales en raison d'éléments de preuve incomplets concernant les types de réforme ou de soutien qui pourraient être nécessaires.

En outre, le manque de ressources financières ne devrait pas être sous estimé. L'OCDE estime que les dépenses totales à engager pour mettre en œuvre les mesures prévues dans l'AFE sont de l'ordre de 5 à 25 millions de dollars EU. Un financement initial est nécessaire pour organiser des consultations, évaluer les besoins et mettre en œuvre les mesures qui ne nécessitent pas d'assistance technique.

La capacité de mener des consultations efficaces est essentielle au processus de réforme en matière de facilitation des échanges. Le Cadre intégré renforcé (CIR) a soutenu la mise en place de comités directeurs au sein des ministères du commerce en vue d'encourager l'examen conjoint des politiques et des pratiques commerciales par plusieurs parties prenantes. Il a proposé que les comités nationaux de la facilitation des échanges

intègrent ces structures pour gagner en efficacité, selon qu'il conviendra.

À titre d'exemple, la Zambie a été l'un des premiers PMA à mener une évaluation de ses besoins en vue de se mettre en conformité avec les articles de l'AFE. Le CIR a facilité la création d'une plate-forme de donateurs au sein du pays qui travaille en étroite collaboration avec le Comité national de la facilitation des échanges. Cette plate-forme s'est avérée être un outil efficace pour la coordination, l'exécution et l'examen des interventions.

### **Les mesures initiales comme fondement**

Les Membres de l'OMC qui s'engagent en faveur de la réforme des procédures à la frontière le font car ils perçoivent les possibles avantages de la facilitation des échanges pour leur économie. Deux constantes caractérisent les PMA qui font figure de précurseurs dans la mise en œuvre de l'AFE, à savoir l'engagement du gouvernement – qui fournit des orientations et des indications aux donateurs – et le degré d'engagement du secteur privé dans les processus de consultation.

L'élaboration d'études diagnostiques sur l'intégration du commerce est un outil important utilisé par les PMA pour mobiliser des ressources en vue de remédier aux contraintes en matière de capacités commerciales. Ces études comprennent des recommandations sur la facilitation des échanges et les déficits d'infrastructure matérielle et immatérielle connexes qui peuvent être utilisées en tant qu'outils de planification des politiques.

Le Malawi, un pays sans littoral qui fait figure d'exemple parmi tant d'autres, est l'un des deux PMA ayant soumis des notifications au titre de l'AFE sur le fonctionnement de son guichet unique. À titre de mesure préliminaire, l'établissement du portail commercial du Malawi a permis de mettre à disposition des renseignements sur la réglementation en matière d'importation, d'exportation et de transit, ce qui favorise la transparence dans la fourniture de services publics. Cet exemple montre que le succès des mesures initiales peut jeter les bases d'une mise en œuvre progressive de l'ensemble des dispositions de l'AFE.

### **Voie à suivre**

La facilitation des échanges est perçue comme une étape vers une gestion de l'Aide pour le commerce basée sur les résultats. Il existe des outils qui peuvent être utilisés pour établir des comparaisons entre pays et simuler l'incidence possible des réformes politiques, comme l'indice du Commerce transfrontalier dans le rapport Doing Business de la Banque mondiale et les indicateurs de facilitation des échanges de l'OCDE. Les PMA devraient être sensibilisés à la fonctionnalité de ces outils – les indicateurs de l'OCDE étant particulièrement pertinents pour la mise en œuvre des dispositions de l'AFE. Sur la base des meilleures pratiques, des recommandations ciblées en matière de politiques pourraient être formulées et des études de cas pourraient être présentées afin que les PMA apprennent de l'expérience des autres.

Il pourrait également être bénéfique de s'appuyer sur le succès du renforcement de la coordination technique liée au commerce au niveau des pays, comme décrit ci-avant. Dans le cadre de ces structures, les PMA pourraient être aidés par des travaux d'analyse plus poussés en ce qui concerne leurs besoins et le type d'assistance requis pour mettre en œuvre les dispositions de l'AFE et en tirer profit.

Une dernière suggestion pourrait être de planifier un examen complet de l'engagement des PMA dans le cadre de l'AFE. Février 2021 est une date butoir envisageable, avant laquelle tous les PMA signataires seraient tenus de communiquer les dates indicatives pour la mise en œuvre des engagements de la catégorie C et des renseignements sur les arrangements nécessaires pour la fourniture d'une assistance. La portée de cet examen pourrait aller au delà des coûts commerciaux et inclure la façon dont les mesures de facilitation des échanges se sont étendues à l'ensemble des économies et la question de savoir si elles ont contribué à ce que le système commercial favorise le développement durable dans les pays les plus pauvres du monde. ■



# Importance du commerce pour la diversification économique

*Paul Brenton, Ian Gillson, Pierre Sauvé*

- La diversification économique est une composante essentielle du développement grâce à laquelle un pays s'oriente vers une structure de production plus diversifiée et renforce ainsi sa résistance aux chocs extérieurs tout en s'engageant sur la voie d'une croissance équitable.
- L'expansion du commerce joue un rôle central dans la création de nouveaux emplois à plus forte productivité qui favoriseront la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays les moins avancés grâce à la transformation structurelle.
- Les investissements dans les compétences, les infrastructures, les institutions et la qualité de la gouvernance augmentent les chances de réussite de la diversification et sont à leur tour impactés par l'ampleur de la diversification.

Une diversification économique insuffisante se traduit fréquemment par une plus grande vulnérabilité face aux chocs extérieurs, qui peut compromettre les perspectives de croissance économique à long terme. Les pays les plus pauvres de la planète, qui sont souvent petits ou géographiquement isolés, sans littoral et/ou fortement dépendants de l'agriculture primaire ou des minéraux, présentent généralement les structures économiques les plus concentrées.

Cela crée des difficultés en termes d'exposition aux chocs sectoriels, comme les événements météorologiques dans le secteur de l'agriculture ou les chocs soudains sur les prix des minéraux. La croissance tend à être déséquilibrée dans le cas des pays tributaires des ressources minérales ou lente et difficile à maintenir dans les pays agraires. Il est particulièrement difficile de parvenir à une croissance induite par le commerce, qui réduit la pauvreté, dans les pays dont l'économie dépend fortement des produits de base.

Les pays qui sont pour des raisons géographiques pénalisés par un manque de connectivité aux marchés régionaux ou mondiaux ont aussi du mal à diversifier leur production et à modifier la physionomie de leurs exportations. De toutes les régions du monde, l'Afrique subsaharienne est sans doute celle qui pâtit le plus de niveaux de concentration économique élevés.

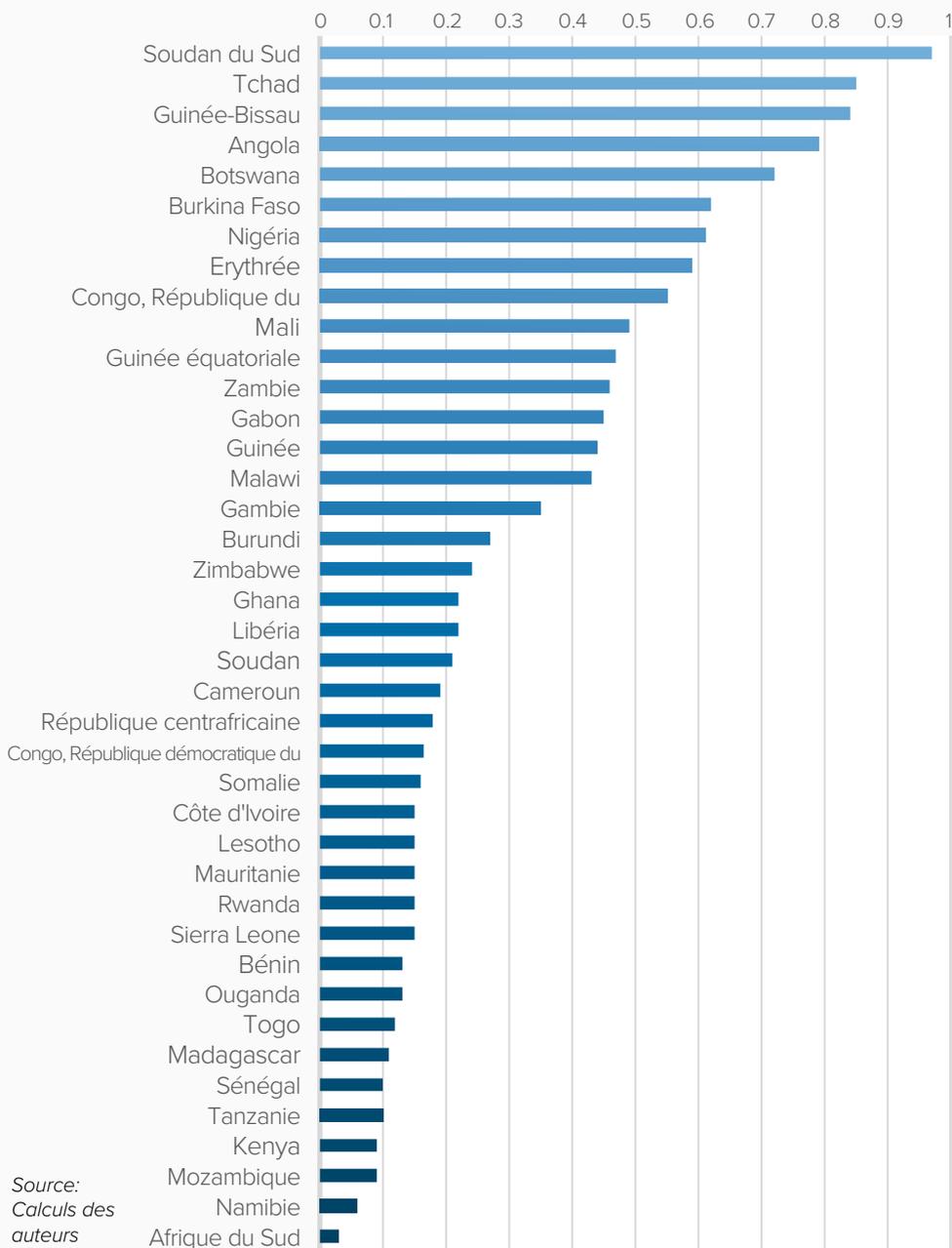
---

## SUITE :

[trade4devnews.enhancedif.org/fr/news/importance-du-commerce-pour-la-diversification-economique](https://trade4devnews.enhancedif.org/fr/news/importance-du-commerce-pour-la-diversification-economique)

## Diversification des exportations en Afrique subsaharienne, 2017

**Note:** L'indice de diversification utilise des valeurs comprises entre 0 et 1 et révèle le degré de concentration économique d'un pays. Plus la valeur est proche de 1, plus le degré de concentration économique est élevé (autrement dit plus le degré de diversification est faible).



Source:  
Calculs des  
auteurs

## **La diversification économique est importante pour le développement...**

La diversification économique est une composante essentielle du développement économique grâce à laquelle un pays s'oriente vers une structure de production et des échanges plus diversifiés. Elle aide à gérer la volatilité et fournit une voie plus stable pour une croissance et un développement équitables. Une diversification réussie est d'autant plus importante aujourd'hui que la croissance mondiale est incertaine et que, dans de nombreux pays en développement, il devient impératif d'accroître la quantité et la qualité des emplois.

Pour favoriser une croissance durable, il est indispensable de passer des emplois à faible productivité, que l'on trouve principalement dans l'agriculture, à des emplois à plus forte productivité dans un ensemble d'activités essentiellement urbaines caractérisées par des économies de forte agglomération. Si l'accroissement rapide de la population active offre à de nombreux pays en développement la possibilité de bénéficier d'un dividende démographique, il peut être difficile de concrétiser cette possibilité en l'absence de diversification économique et de croissance du secteur privé, lequel crée des emplois.

L'action des pouvoirs publics demeure cruciale; elle passe par des investissements publics bien pensés et des réformes efficaces à l'appui d'une économie plus diversifiée.

## **... et le commerce est important pour la diversification économique**

L'expansion du commerce joue un rôle central dans la création de nouveaux emplois à plus forte productivité qui faciliteront la croissance grâce à la transformation structurelle. L'intégration dans l'économie mondiale est à l'origine du succès de nombreux pays qui ont réussi à diversifier leur économie, ce qui a aussi permis de réduire considérablement la pauvreté. La diversification des exportations devrait être considérée comme un objectif en soi pour réduire la vulnérabilité aux chocs commerciaux et stabiliser les recettes d'exportation.

La nature et la structure de la protection sur les marchés étrangers déterminent les possibilités de diversification des exportations dans les pays en développement. C'est particulièrement le cas si la protection à l'étranger est biaisée en faveur de produits pour lesquels les pays en développement jouissent d'un avantage comparatif.

Par exemple, la progressivité des droits dans les pays développés a longtemps restreint les possibilités pour les pays en développement d'ajouter de la valeur aux produits agricoles et minéraux et de développer des activités annexes. De même, pour l'industrie légère, les droits d'importation sur des produits tels que les vêtements et les chaussures sont généralement beaucoup plus élevés que sur les tissus et le cuir.

Dans une certaine mesure, cette contrainte a été atténuée par la libéralisation du commerce multilatéral dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a permis de réduire les crêtes tarifaires dans les pays riches, et par l'octroi de préférences tarifaires non réciproques aux pays en développement. Ces préférences tarifaires sont néanmoins souvent contrebalancées par des règles d'origine excessivement restrictives.

L'intégration régionale et l'approfondissement du commerce Sud-Sud constituent également des mécanismes efficaces pour développer les débouchés commerciaux des entreprises exportatrices. Il est souvent plus difficile de diversifier les exportations vers des marchés à revenu plus élevé que de diversifier les exportations vers les marchés régionaux. Les normes sont effectivement généralement plus strictes et il faut par conséquent des investissements plus importants pour améliorer la qualité et se conformer aux prescriptions en matière de santé et de sécurité.

C'est pourquoi la diversification à travers les exportations vers des pays voisins où les préférences des consommateurs sont similaires et les prescriptions réglementaires comparables – et par conséquent les coûts de mise en conformité potentiellement inférieurs – peut s'avérer plus facile. Idem pour le commerce Sud-Sud. L'expansion sur ces marchés peut ensuite servir de tremplin à un pays donné pour élargir son accès au marché mondial, une fois que celui-ci a acquis plus d'expérience en matière d'exportation et qu'il a une plus grande connaissance des prescriptions relatives aux produits sur les autres marchés.

Les droits de douane sur les importations peuvent faire obstacle à la diversification des exportations et à l'intégration durable dans les réseaux de production régionaux ou mondiaux. Le niveau de protection des importations détermine les incitations à produire des biens exportables en relevant directement le prix intérieur des importations par rapport aux exportations. En outre, les droits de douane sur les intrants intermédiaires utilisés par les exportateurs en l'absence de systèmes de ristourne de droits efficaces augmentent le coût de production des biens destinés à l'exportation et, par conséquent, réduisent la production des biens échangeables.

Il est également important de se pencher sur les mesures non tarifaires dans le cadre d'une stratégie de diversification. Les règles et réglementations sur les marchés étrangers qui régissent les procédures à la frontière, les règlements techniques et les normes peuvent accroître les coûts du commerce et limiter l'entrée de nouveaux exportateurs, en particulier lorsqu'elles sont conçues d'une manière discriminatoire pour le commerce.

Dans le cadre de ses accords sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), l'OMC fournit les disciplines nécessaires concernant les mesures réglementaires discriminatoires et un cadre pour contester les réglementations qui établissent une discrimination arbitraire à l'encontre des fournisseurs. De même, l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges favorise l'adoption des meilleures pratiques en matière de procédures douanières. Les accords commerciaux préférentiels qui comportent des dispositions sur l'harmonisation ou la reconnaissance mutuelle des normes de produits peuvent aussi contribuer à réduire les coûts associés à la diversité réglementaire.

Les politiques relatives au commerce des services peuvent stimuler la diversification grâce au développement des exportations de services. Elles peuvent aussi promouvoir la diversification des exportations de marchandises en améliorant l'accès à une gamme plus large d'intrants de services produits de manière plus efficace. Les coûts élevés de l'énergie, des télécommunications, de la logistique et des finances nuisent à la compétitivité des entreprises et les empêchent de diversifier leur production et leurs exportations.

À mesure que les pays se développent, la libéralisation du secteur des services peut aider les entreprises à répondre aux besoins en approvisionnement, à se

diversifier et à s'intégrer dans les chaînes de valeur régionales et mondiales pour les marchandises comme pour les services. Des services efficaces sont également essentiels pour tirer parti des circuits de distribution modernes. Les producteurs utilisent de plus en plus le commerce électronique (points de vente en ligne) pour vendre directement aux consommateurs.

La diversification vers les exportations de services peut toutefois être entravée par l'hétérogénéité des réglementations. Pour remédier à cette difficulté, les réformes du secteur des services doivent aller au-delà de l'ouverture commerciale et se concentrer sur la simplification, l'harmonisation et/ou la reconnaissance mutuelle des réglementations nationales.

### **Réflexions finales**

Il n'existe pas de formule unique pour favoriser un processus ordonné de changements structurels qui soit capable de renforcer la résilience des économies face aux chocs extérieurs et d'offrir aux citoyens les possibilités d'emplois plus productifs dont ils ont besoin pour améliorer de manière durable leurs moyens de subsistance.

Quel que soit le domaine concerné, les politiques doivent toujours être adaptées aux circonstances particulières, aux situations géographiques et aux dotations en ressources diverses ainsi qu'aux capacités institutionnelles, de gouvernance et de mise en œuvre contrastées des pays qui se trouvent à divers stades de développement. Le succès des efforts de diversification dépend en fin de compte de la combinaison, de l'échelonnement et du calendrier des investissements, des réformes de politique et du renforcement des institutions, ainsi que de leur cohérence avec les ressources sous-jacentes et les avantages comparatifs correspondants de chaque pays.

Les investissements dans les compétences, les infrastructures, les institutions et la qualité de la gouvernance – c'est-à-dire l'amélioration de la transparence, de la responsabilité et de la prévisibilité dans le processus décisionnel gouvernemental – augmentent les chances de réussite de la diversification et sont à leur tour impactés par l'ampleur de la diversification.



*\* Les auteurs travaillent au Pôle mondial d'expertise en macroéconomie, commerce et investissement du Groupe de la Banque mondiale. Cet article est inspiré du chapitre intitulé Diversification de l'économie: Enseignements tirés de la pratique, auquel ont contribué les auteurs et qui figure dans le Panorama de l'Aide pour le commerce 2019, une publication conjointe de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de l'Organisation mondiale du commerce. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne doivent pas être attribuées au Groupe de la Banque mondiale ou à ses gouvernements actionnaires.*



# Négociations sur les subventions à la pêche: quels enjeux pour les pays les moins avancés?

*Alice Tipping, Tristan Irschlinger*

- La pêche est une source essentielle de protéines animales, de moyens de subsistance et de recettes d'exportation pour de nombreux pays en développement, y compris plusieurs PMA.
- De nouvelles disciplines effectives de l'OMC sur les subventions pourraient contribuer fortement à rendre la pêche plus durable au niveau mondial.
- L'Aide pour le commerce peut aider les PMA à revoir la conception de leurs programmes de subventionnement et à mettre en œuvre un nouvel accord de l'OMC sur les subventions à la pêche.

**SUITE :**

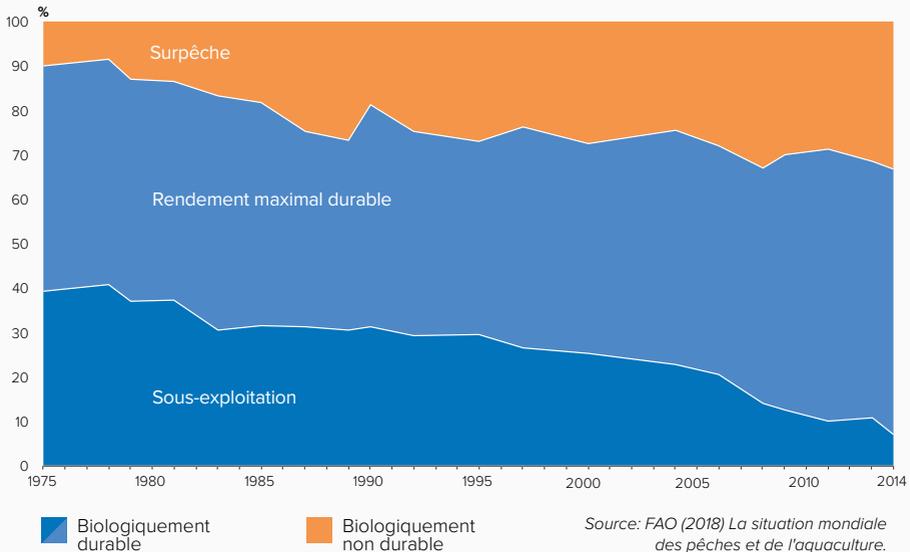
[trade4devnews.enhancedif.org/fr/news/negociations-sur-les-subventions-la-peche-quels-enjeux-pour-les-pays-les-moins-avances](https://trade4devnews.enhancedif.org/fr/news/negociations-sur-les-subventions-la-peche-quels-enjeux-pour-les-pays-les-moins-avances)

Pour autant que l'exploitation soit durable, la pêche représente pour les communautés côtières, y compris dans les pays les moins avancés (PMA), une source de protéines et de micronutriments essentielle à la fois pour la nutrition et la sécurité alimentaire, ainsi que des emplois et des revenus dont ces populations ont grand besoin.

Or la capacité du secteur de contribuer à garantir la sécurité alimentaire et des emplois pour des populations de plus en plus nombreuses est menacée. D'après le dernier rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, 33% des stocks de poissons évalués sont actuellement surexploités, et 60% des stocks sont pêchés au niveau durable maximal.

Les négociations sur les règles concernant les subventions à la pêche dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) peuvent-elles permettre de donner aux activités de pêche à l'échelle mondiale une orientation plus durable, et comment les PMA peuvent-ils être accompagnés dans ce processus?

## Évolution de l'état des stocks ichthyologiques marins mondiaux, de 1974 à 2015



### Importance de la pêche et des subventions

La pêche est une source essentielle de protéines animales, de moyens de subsistance et de recettes d'exportation pour de nombreux pays en développement, et pour plusieurs PMA. D'après la FAO, en 2015 le poisson apportait environ 26% des protéines animales consommées dans les PMA. Une étude récente de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) montre aussi que pour 14 PMA sur un total de 48, les produits de la pêche figurent parmi les 5 principaux produits d'exportation. Un PMA, le Myanmar, fait partie des 20 premiers producteurs mondiaux pour la pêche de capture marine.

Beaucoup de PMA exploitent leurs propres ressources halieutiques et autorisent aussi les flottes d'autres pays à y accéder, notamment des flottes de pays développés et en développement opérant en eaux lointaines. Ces accords d'accès au bénéfice de flottes industrielles étrangères représentent souvent une source importante de revenus pour des gouvernements de PMA au budget limité, mais

ils créent aussi parfois des tensions par rapport à l'accès dont bénéficient les flottes nationales.

La pêche, importante donc du point de vue de la sécurité alimentaire et de l'exportation, est aussi profondément ancrée dans le tissu social, économique et culturel de nombreux PMA côtiers. Pour bon nombre de communautés, elle représente autant une identité qu'une activité économique indispensable en l'absence d'autres possibilités.

D'où l'importance aussi des subventions. Il est aujourd'hui largement reconnu que les subventions à la pêche sont l'un des principaux facteurs qui encouragent la surpêche dans le monde. Quand ils sont mal conçus, ces instruments de soutien risquent d'inciter davantage les pêcheurs à mener des activités au-delà des niveaux durables.

Des mesures apparemment efficaces pour soutenir le secteur de la pêche à court terme aboutissent souvent à une surcapitalisation des flottes et à de la surpêche, menaçant la capacité des communautés d'exploiter durablement les ressources marines sur le long terme, au détriment de tous.

Plusieurs études ont cependant montré que toutes les aides gouvernementales n'avaient pas les mêmes effets négatifs. Des modèles établis par l'OCDE indiquent que le soutien des revenus, par exemple, comporte des avantages pour les pêcheurs sans fort accroissement de l'effort de pêche. En revanche, il est très probable que le soutien sous forme de subventions aux intrants (comme le carburant) entraîne un accroissement des activités et des risques de surpêche, sans hausse notable des revenus des exploitants. Un rapport de Rashid Sumaila a aussi montré que certaines formes de soutien aux mesures de gestion des pêches encourageaient des investissements positifs dans les ressources halieutiques.

### **Négociation de règles internationales sur les subventions à la pêche**

Les Membres de l'Organisation mondiale du commerce négocient actuellement de nouvelles règles concernant la fourniture de subventions au secteur de la pêche. Ce qui n'est pas habituel à l'OMC, ces négociations sont avant tout motivées par les effets des subventions des activités économiques sur l'environnement marin: le mandat initial porte en effet sur l'interdiction de "certaines subventions contribuant à la surcapacité et à la surpêche".

Les négociations ont aussi trait au lien entre les subventions et la gouvernance des océans puisque l'Objectif de développement durable 14.6 intègre le mandat de l'OMC et demande aussi aux membres de supprimer les subventions à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN). Le mandat initial comme l'ODD 14.6 soulignent l'importance d'un traitement spécial et différencié "approprié et effectif" pour les pays en développement et les pays les moins avancés, eu égard à l'importance de la pêche pour leur développement durable.

Il y a principalement trois règles de fond sur la table des négociations: une interdiction des

subventions à la pêche INN, une interdiction des subventions concernant les stocks de poissons surexploités, et une interdiction plus large (conforme au mandat initial) des subventions qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche. Les négociateurs ont aussi commencé à réfléchir à la façon dont les disciplines seraient mises en œuvre, et au soutien qui pourrait être disponible pour y parvenir.

Le traitement spécial et différencié est abordé de façon transversale: c'est une question à traiter par rapport à la charge globale que représentent les nouvelles règles. À ce stade, les options envisagées comprennent des délais plus longs pour la mise en œuvre, une assistance technique et dans certains cas des exemptions de certaines nouvelles règles, en particulier les nouvelles disciplines concernant les subventions qui accroissent les capacités et l'effort de pêche. Les PMA ont eux-mêmes proposé que les interdictions des subventions relatives à la pêche INN et aux stocks surexploités s'appliquent à eux, reconnaissant la gravité des enjeux auxquels ces disciplines cherchent à répondre.

### **Conséquences des nouvelles règles en matière de subventions sur les politiques publiques des PMA**

La mise en œuvre de nouvelles règles de l'OMC sur les subventions à la pêche aura toute une série d'effets sur les politiques publiques des PMA. Ces pays devront décider comment ils veulent appliquer l'interdiction des subventions à la pêche INN, par exemple en ajoutant une interdiction des subventions aux sanctions nationales existantes concernant la pêche illicite.

Améliorer le suivi, le contrôle et la surveillance des activités de pêche – des flottes nationales et étrangères – à l'intérieur de leur zone économique exclusive pourrait aider les PMA à appliquer de façon plus complète une règle sur les subventions à la pêche INN. Il pourrait aussi leur être utile d'évaluer la situation de

leurs stocks de poissons à plus forte valeur économique, à l'aide de méthodes nécessitant plus ou moins de données. Ensuite, s'agissant des stocks surexploités, les pays devront déterminer comment réformer les subventions pour les flottes concernées.

La réforme des subventions peut aussi contribuer à l'adaptation aux changements climatiques. Il y a déjà des éléments indiquant que le réchauffement des océans entraîne un déplacement des stocks de poissons vers des latitudes plus élevées et des eaux plus profondes. Les stocks de poissons en bonne santé sont plus résilients face aux changements climatiques que les stocks surexploités. Dans la mesure où la réforme des subventions contribue à la bonne santé des stocks, elle favoriserait une adaptation progressive des stocks de poissons et de l'ensemble de l'écosystème océanique aux évolutions provoquées par le changement climatique, et donnerait ainsi aux communautés qui dépendent de la pêche pour subsister plus de temps pour s'adapter.

## **Rôle de l'Aide pour le commerce**

L'Aide pour le commerce peut contribuer, d'au moins trois façons, à aider les PMA pour revoir la conception des programmes de subventions et mettre en œuvre un nouvel accord de l'OMC sur les subventions à la pêche.

Premièrement, l'Aide pour le commerce pourrait permettre aux gouvernements des PMA de pleinement comprendre les implications exactes des nouvelles règles de l'OMC, en examinant les politiques et programmes existants et en recensant les changements, réformes ou améliorations à apporter compte tenu des nouvelles disciplines. Cela pourrait se faire dans le contexte d'un examen du secteur de la pêche et de son rôle pour la diversification économique et pour un développement durable tiré par les échanges commerciaux.

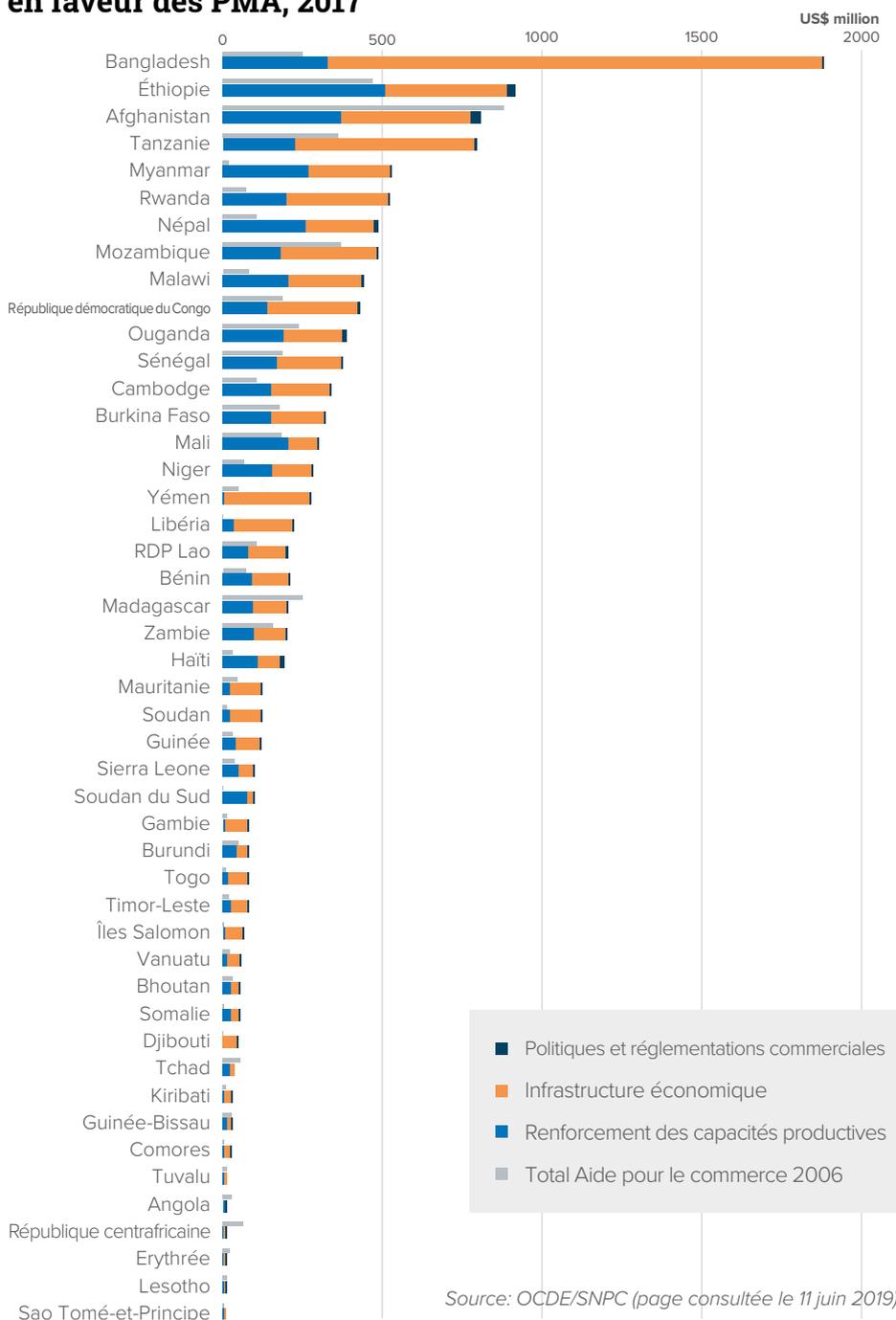
Deuxièmement, l'Aide pour le commerce pourrait aider les gouvernements et les parties prenantes à déterminer comment donner effet aux nouvelles disciplines, y compris comment lier les politiques de subventionnement et les décisions en matière de gestion des pêcheries, par exemple pour éliminer progressivement les subventions concernant les stocks surexploités. Dans ce contexte, l'Aide pour le commerce pourrait compléter d'autres types d'assistance technique disponibles en vue de renforcer la gestion des pêcheries, par exemple pour l'évaluation des stocks et la meilleure surveillance de la pêche dans les eaux territoriales.

Troisièmement, l'Aide pour le commerce pourrait être utilisée pour trouver des voies de réforme des subventions aidant les PMA à se conformer à leurs nouvelles obligations au titre d'un éventuel accord de l'OMC, tout en gérant activement les répercussions sur leurs communautés les plus vulnérables. En particulier, l'Aide pour le commerce pourrait fournir un appui aux communautés de pêcheurs des PMA en vue de remédier aux contraintes du côté de l'offre et des infrastructures (capacités d'entreposage et de transformation, par exemple), afin d'ajouter de la valeur à leurs prises avant de les revendre, de manière à soutenir éventuellement les revenus pendant une période de transition concernant les subventions.

Les organisations comme l'Institut international du développement durable (IIDD), qui œuvrent depuis longtemps pour aider les pays à concevoir des voies de réforme des subventions, seront également bien placées pour contribuer aux efforts déployés. ■

*\* Alice Tipping est responsable des subventions à la pêche à l'Institut international du développement durable. Tristan Irschlinger est conseiller pour les subventions à la pêche à l'Institut international du développement durable.*

# Aide pour les décaissements commerciaux en faveur des PMA, 2017



Source: OCDE/SNPC (page consultée le 11 juin 2019)



**Mesures préliminaires en vue de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges dans les pays les moins avancés**

Annette Mutaawe Ssemuwemba & Fabrice Lehmann



**Chaînes de valeur mondiales et voies de développement: conversation avec Caroline Freund**

Fabrice Lehmann



**Négociations sur les subventions à la pêche: quels enjeux pour les pays les moins avancés?**

Alice Tipping & Tristan Irschlinger



**Importance du commerce pour la diversification économique**

Paul Brenton, Ian Gillson & Pierre Sauvé



**Soutenir l'emploi des jeunes et des femmes au Malawi au moyen de stratégies sectorielles de développement des compétences**

Cornelius Gregg, Bolormaa Tumurchudur Klok & Milagros Lazo Castro



**Zone de libre échange continentale africaine: à l'aube d'une nouvelle ère**

David Luke & Heini Suominen



**Aide pour le commerce, diversification et autonomisation économiques dans les pays les moins avancés**

Aussama Bejraoui, Frans Lammersen & Justine Lan



**Passer de la fragilité à la résilience dans le développement du commerce**

Luisa Bernal & Daria Shatskova



**Une stratégie pour mettre la transformation numérique au service du développement**

Dan Ciuriak & Maria Ptashkina



**Renforcer la prise en considération de la parité hommes-femmes dans l'Aide pour le commerce en faveur des pays les moins avancés**

Marianne Musumeci & Kaori Miyamoto



**Trois défis commerciaux pour la transformation des pays les moins avancés et l'éradication de la pauvreté**

Anabel González



**Comment concrétiser le potentiel que recèle l'investissement étranger direct en matière de développement dans les pays les moins avancés?**

Karl P. Sauvart



**Une nouvelle étude de l'OMC met en lumière la relation entre les catastrophes naturelles et le commerce**

Michelle Kovacevic



**L'Aide pour le commerce doit se concentrer sur les pays les plus pauvres et les plus fragiles**

H.E. Ahmat Mahamat Bachir & Ratnakar Adhikari



**Cinq moyens de stimuler le commerce durable dans les pays les plus pauvres du monde**

Violeta González & Fabrice Lehmann

## Nouvelles de l'Aide pour le commerce: une initiative du CIR

 **enhancedif.org**

 @EIF4LDCs

 facebook.com/eif4ldcs

 youtube.com/user/EIF4LDCs

 flickr.com/photos/152818923@N04/

 linkedin.com/company/11161784/

### Secrétariat Exécutif du CIR

Rue de Lausanne 154  
CH-1211 Genève 2  
Suisse

 +41 (0)22 739 6650

 eif.secretariat@wto.org



Le commerce pour le développement des PMA

*Le Cadre intégré renforcé rassemble des partenaires et des ressources en vue d'aider les pays les moins avancés à utiliser le commerce pour réduire la pauvreté et assurer une croissance inclusive et un développement durable.*

### Organisations partenaires du CIR

Fonds monétaire international (FMI)

Programme des Nations Unies  
pour le développement (PNUD)

Organisation des Nations Unies  
pour le développement industriel  
(ONUDI)

Centre du commerce international  
(ITC)

Groupe Banque mondiale

Conférence des Nations  
Unies sur le commerce et le  
développement (CNUCED)

Organisation mondiale du  
commerce (OMC)

Organisation mondiale du  
tourisme (OMT)

### Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale du CIR

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

### Fonds d'affectation spéciale des donateurs du CIR



*Cette série a été financée par le gouvernement australien par l'intermédiaire du Département des affaires étrangères et du commerce. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement australien.*



**Australian Government**

**Department of Foreign Affairs and Trade**